

comme le *MAIL* et le *NEWS* s'ils avaient vu dans les papiers que leur offrait McGillicuddy quelque preuve solide, UN DE CES BONS SCANDALES DE TOUT RAPPORT, sur lesquels on peut baser une campagne électorale, en auraient laissé le bénéfice au *TORONTO TELEGRAMM*.

Pour croire cela, il faut bien mal connaître les journaux de parti à Toronto et ailleurs.

N'est-ce pas là encore une SECONDE PREUVE, que, de l'avis de ceux qui ont vu les preuves, les accusations portées contre M. Oliver ne reposent sur rien.

Malgré le *TORONTO TELEGRAMM* lui-même avait si peu confiance dans l'histoire de McGillicuddy et dans ses documents, qu'il n'osa pas en la publiant donner le nom du ministre qui était visé.

Ceci est une TROISIEME PREUVE.

C'est seulement dans le *TORONTO WORLD* que, turbulent comme toujours, l'irrépressible M. Maclean a lancé le nom de l'hon. Oliver, comme étant le ministre auxquelles se rattachaient les dénonciations anonymes du *TELEGRAMM*.

Aussitôt que le *TORONTO WORLD* a mis en circulation le nom de l'hon. Oliver, celui-ci s'est immédiatement adressé au ministre de la Justice, POUR POURSUIVRE EN DIFFAMATION le journal de Toronto.

AUTRE PREUVE de tranquillité d'âme.

Qu'a répondu le ministre de la Justice? Sir W. Aylesworth en informant son collègue qu'il n'y avait pas de cause de libelle, ajoute :

Je ne puis dire si les éditeurs du journal ont pris la précaution de soumettre le manuscrit à un avocat avant la publication de l'article, mais force m'est de dire, ayant quelque expérience au barreau, que c'est l'impression que m'en laissa lecture, car je ne puis guère concevoir rien de plus circonspect, de plus clairement destiné, non seulement à servir des fins politiques, mais à frapper un adversaire dans l'ombre, en traître, sans exposer l'auteur, ou l'éditeur, à rendre compte de sa conduite.

Que pouvait faire le ministre, en face de cette CALOMNIE ET DIFFAMIE ASTRICIEUSES, rien, attendre, attendre que quelqu'un amenât la chose devant le parlement.